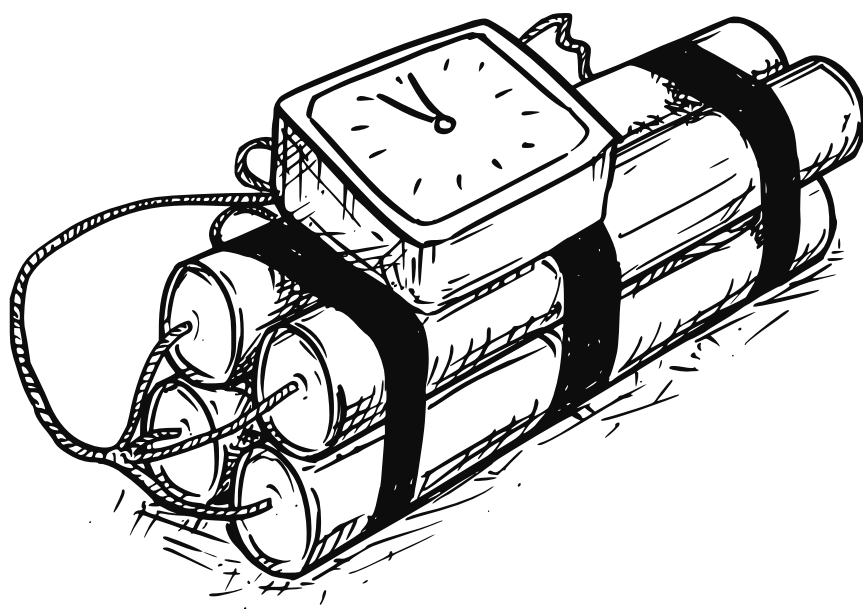


Lettre N°10

Décembre 2025

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE



Hors série

Le monde face au terrorisme

Licence ESPRI - Université Savoie Mont Blanc

LA LICENCE ESPRI

La licence **Économie & Gestion parcours Science politique & Relations internationales** est une formation proposée au sein de l'IAE de l'université Savoie Mont-Blanc. Ses cours se déroulent entre lac et montagnes, dans la ville haute savoyarde d'Annecy-le-Vieux.

Pluridisciplinaire, le cursus sélectif est suivi par **32 étudiants** curieux et soucieux de comprendre les dynamiques du monde qui nous entoure.

A travers les disciplines comme les relations internationales, le droit et les sciences politiques, en passant par la macroéconomie ou encore les langues étrangères, nous apprenons à analyser les **enjeux socio-économiques et politiques contemporains**.

Cette diversité d'enseignements constitue l'essence même de notre parcours universitaire. Celui-ci se poursuivra l'année prochaine par une opportunité incroyable : une **mobilité internationale** pour chacun d'entre nous. Notre cursus nous ouvre les portes de différents domaines comme la diplomatie, le journalisme et le commerce.

La promotion de deuxième année, composée d'étudiants aux parcours variés, forme un collectif soudé et animé par la même volonté : décrypter, analyser et comprendre l'actualité.

Bienvenue en **géopolitique**.



L'EDITO - SPECIAL HORS SERIE

L'Observatoire géopolitique est un projet à l'initiative de M. Jean-Philippe CLERC, professeur de géopolitique de la licence ESPRI. C'est dans le cadre de ce cours qu'est né l'observatoire, avec la volonté de rendre accessible l'actualité internationale en décryptant les problématiques géopolitiques qui se cachent en dessous. Dans ce hors-série, nous travaillons vers cet horizon en abordant la question du terrorisme, un sujet à la fois lointain et omniprésent, à la complexité croissante.

Le terrorisme a suivi la même évolution que l'ensemble de notre société et s'est internationalisé. Certaines populations vivent sa violence au quotidien tandis que d'autres en sont plus épargnées. L'important est de retenir qu'il est présent dans tous les milieux et dans tous les champs, terrestre, maritime, mais également aérien. C'est ce qu'a découvert le monde lors des attentats du 11 septembre 2001. Depuis ce jour, **l'Occident est régulièrement rappelé qu'il doit compter avec la difficile réalité du terrorisme**. En France, ce funeste rappel prit la forme des attentats de novembre 2015 dont nous commémorons le 10^e anniversaire.

C'est dans ce contexte que nous avons choisi ce thème pour notre hors-série. Le terrorisme, s'il ne peut pas physiquement passer une frontière, le fait numériquement. S'il ne peut pas blesser le corps, il choque, traumatise et tétanise les esprits. Il utilise la terreur pour imposer ses idées et ses manières. Que ce soit un **rigorisme religieux comme un extrémisme politique**, la conclusion reste la même.

Pour ne pas oublier, et surtout pour que jamais nous n'ayons à le revivre, il est important de **comprendre la réalité du terrorisme**. D'où vient-il ? Qui le finance ? Quelle forme prend-il aujourd'hui ? Comment luttons-nous contre ceux qui l'emploient ? Autant de questions que nous adressons dans ce dixième numéro de l'Observatoire Géopolitique.

BASRI Sara, BERNE Clara, CAMARA Siré, ROCHAS Clotilde

SOMMAIRE

Le monde face au terrorisme

Zones géographiques

Afrique	Page 4
Amérique du Nord	Page 6
Amérique du Sud	Page 8
Asie	Page 10
Europe	Page 12
Moyen-Orient	Page 14

Fiches organisations terroristes et organisme anti-terrorisme

Europol	Page 16
Etat islamique au Khorassan	Page 17
The Base	Page 18

Afrique

Sahel en feu : quand l'État recule, le terrorisme avance

Selon l'Indice mondial du terrorisme de 2024, le Burkina Faso, le Niger et le Mali font partie des 10 pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde. Selon Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies, la région du Sahel « représente 19 % des attaques terroristes dans le monde et plus de la moitié des victimes liées au terrorisme ».

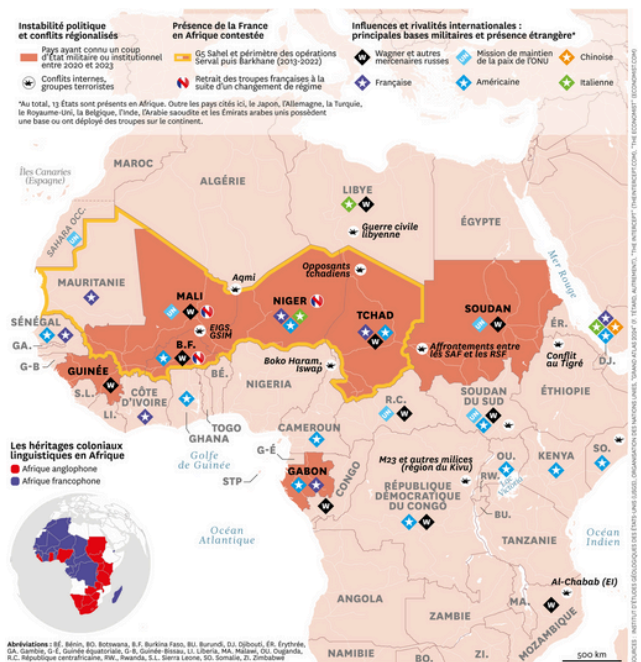
Le Sahel est une région séparant au nord le désert du Sahara, et au sud la zone soudanienne. Cette région inclut dix pays : la Mauritanie, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, Nigéria, le Soudan du Sud, l'Érythrée et le Soudan. Selon l'Indice mondial du terrorisme « [parmi] cinq des dix pays les plus touchés par le terrorisme se trouvent au Sahel ».

Une région instable politiquement

L'intensification d'attaques terroristes s'inscrit dans un contexte politique particulièrement fragile. Depuis 2020, une série de coups d'État et de putschs militaires s'est succédée. Le Mali a connu un putsch en deux temps en septembre 2020 et avril 2021. Le Burkina Faso a suivi en 2022, avec un coup d'État en janvier et un autre en septembre. Et au Niger, un coup d'État a eu lieu en juillet 2023.

Bien que la situation dans la région du Sahel se soit considérablement dégradée depuis 2012, la fragilité du Burkina Faso, du Niger et du Mali est directement liée à la difficile mise en place d'institutions politiques, économiques et sociales. D'un point de vue historique ces 3 États sont relativement jeunes, leurs indépendances et les processus de construction d'institutions datent de quelques dizaines d'années. De plus, les États sahéliens sont gravement touchés par un phénomène de corruption qui infecte le système, dont les citoyens sont les premières victimes.

Ainsi, l'absence de progrès économiques et sociaux et les échecs des gouvernements civils élus à contrôler et gérer efficacement les crises ont été le contexte idéal pour que l'armée prenne le pouvoir dans ces 3 pays.



Marshall, T. (2023, 15 septembre). L'irrésistible déploiement d'une "ceinture de coups d'État" en Afrique. *Courrier International*

Des groupes armés mieux équipés et des frontières poreuses

Dans ce contexte de fragilité étatique, les organisations djihadistes ont su consolider et diversifier leurs moyens. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ne sont pas de simples cellules locales. Ils ont tissé des alliances avec des réseaux criminels, mis en place des circuits de financement illicite (trafic de drogues, d'armes, d'or et d'autres ressources) et se sont procurés des armements de plus en plus sophistiqués. Souvent mieux équipés que les forces nationales, ces groupes exploitent la porosité des frontières sahéliennes et la connaissance des terrains pour multiplier les fronts et contourner les appareils d'État.

De plus, le retrait progressif des forces occidentales – notamment françaises – a accentué cette dynamique. Ces forces apportaient auparavant un appui essentiel en matière de renseignement, de logistique et de frappes aériennes, ce qui limitait la liberté de mouvement des groupes armés. Les organisations djihadistes ont immédiatement profité de ce retrait, renforçant ainsi leur présence dans des régions entières et augmentant la fréquence de leurs attaques.

Cette supériorité relative leur permet d'imposer, dans certaines zones, des formes de gouvernance parallèle : taxation des populations et des trafics, imposition de règles locales... Là où l'État recule, ces « autorités » de fait installent une logique d'ordre coercitif qui rend la reconquête politique et sociale plus difficile.

Un bilan humanitaire et social dramatique

Le coût pour les populations est immense. Les déplacements massifs, d'environ 4 millions de personnes déplacées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et dans les pays voisins, traduisent l'effondrement des sécurités élémentaires. De plus, la fermeture de milliers d'écoles (près de 14 800) et de centaines de structures de santé (plus de 900) cristallise une catastrophe silencieuse : des générations entières d'enfants se retrouvent privés d'éducation. Les campagnes de vaccination, désormais suspendues, accentuent davantage la vulnérabilité des populations plongées dans ce chaos.

Alors que les groupes djihadistes étendent leur emprise, le retrait successif du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Cour pénale internationale accentue encore la vulnérabilité des civils. Privées d'un recours juridique international crédible, les victimes se retrouvent abandonnées à leur sort, sans perspective de justice ni de réparation.

Dans ce contexte, la stabilisation durable du Sahel ne pourra se construire sans une reconstruction profonde des États, un soutien massif aux populations et une coopération régionale capable de contrer l'expansion des groupes armés.

FOURNIER Mattis, LESTRADE Camille, ROUZIERE Cloé

Amérique du Nord

AUX ETATS UNIS, LE TERRORISME D'EXTREME DROITE GAGNE DU TERRAIN

Contre toute attente, la première menace terroriste à laquelle sont confrontés les États-Unis ne vient plus de l'extérieur, mais de l'intérieur du territoire. En effet, elle se manifeste par la montée du terrorisme d'extrême droite et en particulier des suprémacistes blancs.

Depuis 2020, le FBI et le secrétaire de la sécurité intérieure Alejandro Mayorkas affirment que cette mouvance représente la première menace terroriste, devançant la menace djihadiste. En effet, selon le Centre pour l'étude du terrorisme et des extrémismes (CPOST), plus de 70 % des attentats mortels aux États-Unis depuis 2015 sont liés à l'extrême droite.



Défilé de suprémacistes blancs et de néonazis, à Charlottesville, en Virginie, samedi 12 août 2017. STEVE HELBER / AP

Historiquement, les États-Unis ont toujours été confrontés à des formes de discrimination et de racisme institutionnalisé, notamment à travers des mouvements comme le Ku Klux Klan. Actuellement, la radicalisation s'explique également par la diffusion croissante de théories complotistes, telles que le « Great Replacement », qui prétendent que les populations blanches seraient remplacées par des minorités ethniques. Leur diffusion crée un climat de peur renforçant le sentiment d'urgence chez certains individus, qui considèrent alors la violence comme une réponse légitime pour défendre leur communauté.

Plusieurs événements illustrent cette radicalisation croissante : la fusillade dans une église de Charleston en 2015, les violences de Charlottesville en 2017, l'attaque d'El Paso en 2019 ou encore le massacre de Buffalo en 2022. Toutes ces attaques passent par l'utilisation d'espaces en lignes comme 4chan et 8kun ou de groupes fermés tels que Telegram et Discord, qui facilitent la diffusion rapide de contenus violents et racistes.

Les suprémacistes blancs peuvent légitimer leurs idéologies avec le débat public, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Au cours de sa campagne présidentielle, le 17 décembre 2023 à New Hampshire, le président américain avait affirmé que les migrants empoisonnaient le sang des États-Unis. Dans ses discours, Donald Trump souligne la mise en péril d'une pureté raciale causée par les populations immigrés. Cet exemple, loin d'être le seul, contribue à banaliser les idéologies extrémistes.

Le 20 décembre 2023, la Maison Blanche a réagi en rejetant radicalement toute affiliation du pouvoir aux idéologies suprémacistes. Biden avait pris la parole en accusant Trump « d'imiter le langage autocratique d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini. »

Néanmoins, sa réélection le 5 novembre 2024 rebat les cartes. Les républicains rejettent ces accusations, désignant les comparaisons au fascisme d'exagération.

Cette intensification de la violence et prolifération de ces idées s'inscrit dans une tendance occidentale, voire mondiale. Depuis 2020, les politiques conservatrices, projectionnistes et racistes augmentent, portées par un nationalisme croissant. Reste à savoir si ces idéologies continueront à gagner du terrain, ou si de nouvelles dynamiques émergeront afin de contrer les tendances actuelles.

BENI-AÏCHE Capucine, DARMET Baptiste, LYANT Margaux, THIRARD Elodie

Amerique du Sud

Équateur sous tension : répression ou terrorisme d'État ?

Le 16 novembre, le président équatorien Daniel Noboa a vécu un échec retentissant : les citoyens ont rejeté son projet permettant l'installation de bases militaires étrangères sur le sol national. Ce revers politique survient alors que le pays connaît une montée des mobilisations populaires, sévèrement réprimées par l'État.

Entre manifestations pacifiques et violences gouvernementales, une question troublante se pose : l'Équateur est-il en train de franchir la ligne du terrorisme d'État ?



Amnesty International, 28 avril 2025

L'Équateur, un pays d'Amérique latine face à un climat politique sous tension.

Avril 2025 : Daniel Noboa, héritier de la fortune bananière NOBOA, est réélu dans un scrutin fortement contesté. Il entame son second mandat dans un climat de méfiance et de polarisation, marqué par une forte répression civile. Dès les premières semaines, son gouvernement a instauré l'État d'exception dans dix provinces, accompagné d'un couvre-feu prolongé et d'une présence militaire renforcée.

Ces mesures présentées comme « nécessaires » pour lutter contre la criminalité ont rapidement suscité des critiques. Les organisations des droits humains y voient un glissement vers un régime qui privilégie la logique sécuritaire au détriment des libertés fondamentales.

« Le gouvernement équatorien devrait respecter les droits des manifestants, et répondre aux griefs qui poussent régulièrement les Équatoriens à descendre dans la rue. Les manifestants qui commettent des actes de violence doivent faire l'objet d'enquêtes, mais cela ne justifie pas de stigmatiser les autres manifestants ou de recourir à une force excessive. » – Juanita Goebertus, directrice de la division Amériques à Human Rights Watch

La situation s'est intensifiée lors du référendum organisé le 16 novembre dernier, visant à autoriser l'installation de bases militaires américaines. Malgré une forte campagne gouvernementale, le « non » l'a largement remporté, révélant une désapprobation populaire profonde. Ce revers politique a accentué la crispation du pouvoir.

L'annonce soudaine de la suppression des subventions sur le diesel, dans un pays où des millions de ménages dépendent de ce carburant pour le transport et l'alimentation, a été perçue comme la goutte de trop. La mesure a déclenché une série de manifestations massives à travers le pays.

Accusation de terrorisme d'État, la contestation des actions musclées du gouvernement équatorien.

Le terrorisme d'État désigne l'usage par un gouvernement de la violence illégitime pour maintenir son contrôle par la peur. Contrairement au terrorisme « classique », où la violence émane de groupes ou d'individus, ici, l'initiative revient directement aux institutions de l'État.

En Équateur, ce concept résonne particulièrement au vu de la situation interne actuelle. De nombreuses organisations de défense des droits humains, telles qu'Amnesty International, dénoncent la répression policière et militaire massive et disproportionnée contre les manifestants, notamment contre des mouvements communautaires et sociaux. L'instauration de l'état d'exception, le couvre-feu, les opérations militaires et la tentative de criminaliser l'opposition créent un climat de peur et de contrôle, qui correspond parfaitement à la définition du terrorisme d'État.

Cette logique vient d'être réaffirmée par de nombreuses déclarations officielles qui illustrent cette logique. Ines Manzano, ministre de l'Environnement et de l'Énergie, a affirmé que les manifestants seraient accusés de terrorisme pour défendre leur droit de protester pacifiquement. « Ils seront accusés de crime de terrorisme. Nous ne le permettrons pas. L'Équateur dit oui à la paix, oui au travail. Ce type de manifestations, qui ne sont pas pacifiques, n'est pas ce dont nous avons besoin en cette période de progrès et de développement. » Cette prise de position montre comment le gouvernement utilise la peur et la criminalisation pour neutraliser l'opposition, renforçant le climat de contrôle et de répression.

Une situation complexe affectant durablement le pays.

L'avenir de l'Équateur se révèle de plus en plus incertain au vu des tensions politiques internes. L'utilisation par le gouvernement de moyens de coercition contre sa propre population fragilise sa légitimité à gouverner et risque d'accentuer les instabilités déjà présentes dans le pays sur le plan économique, criminel et social. L'État utilise des moyens illégaux comme des disparitions forcées, interdites par le droit international, et sur lesquels la Cour constitutionnelle du pays reste muette.

À court terme, c'est le gouvernement et les institutions du pays qui sont remises en cause, mais à long terme c'est la stabilité du pays qui vacille. En effet, l'Équateur est un pays stratégique en Amérique latine, entre le Panama, le Pérou, le Chili et même l'Asie. Les conflits internes dévalorisent le pays à l'international et risquent d'entraîner une baisse des investissements due au doute planant sur la capacité du gouvernement à sécuriser ces ports. Ce pays est également stratégique du fait de ses réserves en hydrocarbures et risque de perdre des projets stratégiques qui seraient un grand plus pour son développement. Ces divisions internes poussent le narcotrafic à prendre de plus en plus de contrôle.

Entre mesures sécuritaires extrêmes, répression accrue et contestation populaire, l'Équateur traverse une période décisive. La question du terrorisme d'État, désormais évoquée par de nombreux secteurs de la société, ouvre un débat capital sur la légitimité de l'action gouvernementale. Reste à voir si Daniel Noboa adaptera sa gouvernance ou s'enfoncera davantage dans une logique de confrontation qui pourrait redéfinir durablement l'avenir politique du pays.

LIU Anita, OUDIN Lola, SEGURA Zoé

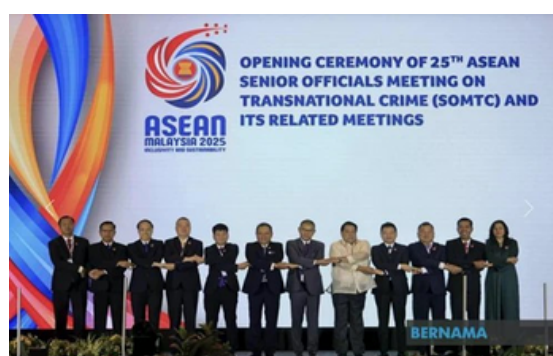
Le terrorisme quitte le terrain et s'installe en ligne

Le 24 juin 2025, le Centre régional de lutte contre le terrorisme en Asie du Sud-Est (SEARCCT), rattaché au ministère malaisien des Affaires étrangères, a organisé une conférence internationale à Kuala Lumpur sur le thème « Tendances émergentes du terrorisme et de l'extrémisme violent ». L'événement a rassemblé plus de 200 participants d'organismes nationaux et internationaux, qui ont débattu de l'évolution rapide du terrorisme et de ses nouvelles formes ainsi que de la nécessité d'une coopération régionale et mondiale renforcée.

Le « phénomène zéro attentat » illustre l'Indonésie depuis 2023. Cette région est marquée par une période sans attaques terroristes d'envergure, ce qui ne signifie pas la fin du terrorisme mais qui reflète plutôt une menace évolutive se déplaçant en ligne.

L'Asie du Sud-Est connaît donc un recul des attentats mais craint que la menace terroriste soit plus en train de se recomposer que de disparaître.

Cette tranquillité ne doit pas masquer la transformation des réseaux : les groupes se sont fragmentés en petites cellules autonomes, plus discrètes et plus difficiles à détecter. Selon le Global Terrorism Index, plusieurs pays n'ont pas connu d'attentats majeurs depuis des années, mais les services de sécurité redoutent une période de latence propice à la réorganisation clandestine.



Bernama - Représentants des États membres de l'ASEAN pour la cérémonie d'ouverture de la 25e réunion des hauts fonctionnaires sur la criminalité transnationale

Privées de terrain physique, les mouvances terroristes investissent massivement les espaces numériques tels que l'intelligence artificielle. Les réseaux sociaux, plateformes chiffrées, forums de jeux en ligne et micro-communautés virtuelles deviennent les principaux vecteurs de recrutement, de radicalisation et de financement. Ce contexte favorise l'émergence d'usines de cyberattaques très puissantes comme des mini-villes privées, protégées par des réseaux criminels chinois (Triades) où l'exploitation humaine y est organisée : les victimes sont attirées par de fausses offres d'emploi, kidnappées ou revendues aux milices, puis forcées à escroquer des milliers de victimes dans le monde.

L'ONU estime les profits de cette industrie à 37 milliards de dollars/an (2023), un montant colossal qui alimente à les milices. L'intelligence artificielle amplifie davantage le phénomène avec une automatisation de la propagande, une création d'avatars numériques et de la manipulation ciblée.

Cette nouvelle approche touche désormais le jeune public avec plusieurs cas d'adolescents arrêtés à Singapour après avoir été repérés en ligne. Les experts du SEARCCT estiment que « le champ de bataille s'est déplacé sur les écrans ». Le terrorisme change ainsi de méthode de recrutement et se tourne ainsi vers des profils plus jeunes.

Face à cette transformation du risque, la conférence de Kuala Lumpur a mis en évidence une série de réponses déjà engagées et à renforcer.

Celle-ci s'est tenue sur trois jours et a réuni des diplomates, experts en cybersécurité, représentants d'ONG et chercheurs spécialisés dans l'extrémisme violent. Cinq tables rondes ont permis d'examiner ces mutations du terrorisme en Asie du Sud-Est, marqué par le déplacement des activités radicales vers l'espace numérique. L'ASEAN entend renforcer le partage de renseignement dans le cyberspace, améliorer l'harmonisation des cadres juridiques et multiplier les partenariats avec les entreprises du numérique.

Cette stratégie s'appuie sur des actions déjà engagées. En Birmanie, le démantèlement progressif des centres de cyberfraude illustre cette coopération : l'exemple du KK Park est révélateur. En 2025, plus de 600 personnes y ont réussi à s'échapper, tandis que la Chine a facilité la libération de 7 000 travailleurs exploités dans ces réseaux. SpaceX a également désactivé plus de 2 500 récepteurs internet utilisés dans ces opérations criminelles, coupant ainsi une partie des infrastructures permettant de financer indirectement des réseaux radicaux.

La tendance numérique est aussi marquée en Indonésie, aux Philippines ou en Thaïlande, où les gouvernements bloquent régulièrement des contenus extrémistes et signalent une hausse inquiétante de cas impliquant des mineurs, parfois arrêtés pour avoir été radicalisés via des plateformes de jeux ou des messageries chiffrées.

Ces efforts s'inscrivent dans le Programme d'action PCVE (2018-2025), le Plan de travail de Bali (2019-2025) et la Vision ASEAN 2045. Tous insistent sur une prévention renforcée fondée sur l'éducation, la culture numérique, le travail communautaire et la déradicalisation, notamment auprès des jeunes, devenus les principales cibles de ces nouvelles formes de propagande en ligne.

Si l'Asie du Sud-Est fait face à ce nouvel enjeu, il est aussi question d'une tendance mondiale car le numérique n'a pas de frontières.

CREPEL Alix, RENAUD-GOUD Maxence, VILLALONGA Telma

Europe

Terrorisme en Europe : mutations d'une menace qui perdure

De son apparition aux enjeux actuels, le terrorisme en Europe a connu des évolutions majeures. Apparu au XIX^e siècle, il évolue dans les années 2000 vers une dynamique djihadiste, avant de connaître aujourd'hui de nouvelles transformations.

Au XIX^e siècle, l'Europe connaît ses premiers attentats. En 1800, dans la France du Consulat, Napoléon Bonaparte devient la cible d'une série de tentatives d'assassinats avec différentes conspirations. Ces attentats sont le début d'une période marquée par la récurrence de ce type de violence visant des hommes de pouvoir sous la Restauration puis sous la Monarchie de Juillet. Mais ce terrorisme ne se limite pas à la France et se répand vite dans toute l'Europe, à commencer par la Russie. Le concept est alors théorisé par des intellectuels russes qui donnent à ce mot son sens actuel.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le terrorisme devient l'arme des révolutionnaires anarchistes. Les attentats blessent et tuent de nombreuses personnalités politiques importantes partout en Europe. Le terrorisme continue d'évoluer et à la fin du siècle les attentats commencent aussi à viser la foule, marquant un tournant important dans son histoire. La stratégie est de déstabiliser l'État, mais aussi d'accentuer les souffrances du peuple pour le pousser à se révolter.

Durant le XX^e siècle le terrorisme se mondialise et se diversifie dans les discours idéologiques, dans la légitimation, mais aussi dans les méthodes employées. Les conséquences du terrorisme continuent à s'intensifier avec l'attentat de Sarajevo en 1914, marquant le début de la Première Guerre mondiale.



Princip tuant l'archiduc et sa femme, Petit Journal, 12 juillet 1914

Mais ce qui marque le XX^e siècle est l'avènement du terrorisme d'État. En opposition aux formes précédentes de terrorisme, cette forme consiste en l'exercice de la terreur par un État sur sa propre population dans le but de briser toute résistance. Trotsky est l'un des premiers hommes d'État à défendre cette idée, puis les régimes totalitaires des années 1930 s'en emparent, la rendant particulièrement violente.

Le terrorisme à caractère religieux connaît un essor au cours du XXI^e siècle en Europe. Porté notamment par l'influence d'Al-Qaïda, le djihadisme issu du Moyen-Orient s'internationalise peu à peu. Animé par une dynamique anti-occidentale, l'Europe apparaît comme une cible privilégiée pour diffuser la terreur. Dans la poursuite d'objectifs d'influence dans le monde entier, Al-Qaïda se place en pionnier des attentats à caractère djihadistes sur le sol occidental.

Après avoir mené pendant des années une série d'opérations dans leur zone d'influence d'origine ainsi que sur le continent africain et aux États-Unis, Al-Qaïda s'attaque à l'Europe pour la première fois en 2004 à Madrid lors d'une attaque à la bombe faisant 191 morts et 1800 blessés. Ce type d'intervention se perpétue en Europe au cours des années 2000, dévoilant une immense maîtrise des outils de communications contemporains de la part des groupes terroristes ainsi qu'une forte capacité de projection en dehors de leur zone d'influence initiale.

Le groupe Al-Qaïda est rejoint dans les années 2010 par L'État islamique (Daech) et la menace s'intensifie. Grâce aux réseaux sociaux et à Internet, ces groupes exercent une influence considérable et parviennent à radicaliser des internautes, qu'ils transforment progressivement en sympathisants.

L'Europe connaît alors une série d'attaques meurtrières de grandes envergures parmi lesquelles on compte celles de Paris en 2015, de Bruxelles en 2016, ou encore de Manchester en 2017. Cette période est caractérisée par des réseaux très organisés, se reposant largement sur des individus influencés et auto-radicalisés par le biais des réseaux sociaux.

Aujourd'hui, le terrorisme en Europe connaît une profonde transformation. Même si le djihadisme reste la principale menace, il est clairement en recul. Les réseaux opérationnels de Daech ont été en grande partie démantelés, ce qui limite les capacités de planification d'attentats coordonnés de grande ampleur. La menace vient désormais surtout de l'intérieur et repose sur des individus isolés, souvent radicalisés en ligne et influencés par les réseaux sociaux.

De manière plus générale, il y a clairement un essor des menaces hybrides et du cyberterrorisme. Cette approche vise à déstabiliser les sociétés sans nécessiter de présence physique. Les attaques informatiques visant des infrastructures critiques dans l'énergie ou la santé par exemple sont en forte croissance. Face à cela, l'Union Européenne cherche à développer des réponses. Europol, via son Centre européen de lutte contre le terrorisme, analyse les réseaux et favorise les échanges entre États membres. Toutefois, l'action antiterroriste de l'UE reste limitée par la réticence des États à partager leurs informations et par des débats sur les droits fondamentaux.

Par ailleurs, il faut noter le développement d'autres axes de terrorisme. L'extrême droite violente progresse en Europe, avec une hausse des projets d'attentats liés à des mouvances néonazies et suprémacistes blancs. Il est également possible de parler de l'éco-terrorisme, bien qu'il reste marginal en Europe et qu'il ne s'organise pas en structures établies.

LEGÉ Lucas, MERITET Lucie, VERNIN Jules

Moyen - Orient

Multinationales, États, Cryptomonnaies : les nouveaux visages du financement terroriste ?

De nouveaux scandales mettent en lumière la transformation du financement terroriste au Moyen-Orient : multinationales impliquées, soutien étatique et cryptomonnaies.

Loin des trafics traditionnels, le financement terroriste s'appuie désormais aussi sur des entreprises, des États et des outils numériques. Ces exemples montrent comment les groupes terroristes du Moyen-Orient adaptent leurs ressources pour contourner contrôles et sanctions.



Mourners raise their hands and chant slogans during the funeral procession of Hezbollah fighters who were killed in Friday's Israeli strike, in the southern suburb of Beirut on Saturday, Sept. 21, 2024. (AP Photo/Bilal Hussein)

Le financement corporate : un levier pour le terrorisme

Le financement corporate illustre comment des entreprises peuvent devenir des vecteurs indirects du terrorisme. Dans des zones de conflit comme la Syrie ou l'Irak, les multinationales cherchent à maintenir leurs activités économiques. Pour y parvenir, certaines ont eu recours à des paiements ou arrangements avec des groupes armés, sous forme de taxes, « frais de passage » ou contributions pour la sécurité.

L'affaire Lafarge en fournit un exemple emblématique : entre 2013 et 2014, le cimentier français a versé plusieurs millions d'euros à l'État islamique pour pouvoir continuer à exploiter sa cimenterie syrienne. Ces stratégies, souvent présentées comme pragmatiques ou nécessaires à la survie de l'entreprise, alimentent pourtant un cercle dangereux : elles permettent aux organisations terroristes de percevoir des fonds réguliers, de renforcer leur implantation locale et de financer leurs opérations.

Au-delà de la dimension financière, le financement corporate pose des questions éthiques et juridiques majeures et révèle la vulnérabilité des entreprises face aux pressions dans des contextes instables.

L'influence iranienne derrière la puissance du Hezbollah ?

L'Iran et le Hezbollah ont, depuis toujours, eu des relations étroites. Le soutien iranien a joué un rôle très important dans la formation et le développement du Hezbollah. Que ce soit en termes de soutien financier, militaire ou politique, l'Iran est présent sur tous les fronts pour se servir du Hezbollah comme vecteur d'influence au Levant (Proche-Orient). Le soutien financier de l'Iran au Hezbollah est estimé entre 700 millions et 1 milliard de dollars par an. Cependant, il est important de noter que ce soutien financier substantiel a beaucoup augmenté ces dernières années dans le but, pour l'Iran, de déstabiliser le conflit israélo-palestinien.

l'Iran n'en reste pas au soutien financier, il offre aussi un soutien matériel. En effet, le Hezbollah a obtenu des armes fournies par l'Iran, dont 11 500 missiles déployés dans le sud du Liban. L'Iran finance aussi des camps d'entraînement terroristes, comme cela est le cas dans la vallée de la Bekaa. Face à ce financement accru, l'administration états-unienne se dit « *très sérieuse* » dans sa détermination « à couper le financement de l'Iran au Hezbollah. » John Hurley, secrétaire adjoint au Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier aux États-Unis a déclaré que « *la clé pour que le peuple libanais récupère son pays est de mettre fin à l'influence néfaste de l'Iran via le Hezbollah .* »

Quand le Bitcoin alimente la terreur

Le financement du terrorisme entraîne de nombreux défis et l'émergence de la cryptomonnaie n'arrange pas la situation. En effet, une nouvelle voie s'ouvre, facilitant le financement de ces organisations terroristes. La cryptomonnaie permet une transparence des transactions, l'anonymat relatif et la possibilité de réaliser des transactions transfrontalières rapidement.

Elle constitue donc un réel avantage pour ces groupes armés illégaux. Ils contournent ainsi les réglementations et n'ont pas besoin de passer par les banques. Par exemple, les Brigades Izz al-Din al-Qassam, bras armé du Hamas palestinien, classées comme organisation terroriste par l'Union européenne et les États-Unis, proposent d'effectuer des dons en bitcoin à travers leurs sites de propagande.

Malgré tout, les sommes collectées via les crypto-monnaies restent, à ce stade, modestes par rapport aux autres sources de financement, ce qui fait de la crypto un outil complémentaire. Les autorités, de plus en plus vigilantes, tentent de traquer ces flux, et essaient d'identifier les portefeuilles liés à des organisations terroristes.

La lutte contre le financement du terrorisme

Entre la contribution de certaines entreprises, le soutien étatique et le développement de la cryptomonnaie, les États tentent de mettre en place des mesures et dispositifs afin de lutter contre ces nouvelles sources de financement.

En 2012, les Nations Unies adoptent les Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération du Groupe d'action financière (GAFI). Dans la même dynamique, en 2018, l'Union Européenne a mis en place des règles plus strictes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux visant à rendre complexe la dissimulation des fonds illégaux et renforcer les contrôles concernant les pays tiers à risque.

BROCQUET Olivia, DEPOIL Lucile, LEPOINTE Clara

INFORMATIONS GÉNÉRALES

- Création : **1er juillet 1999**
- Siège : **La Haye** (Pays-Bas)
- Objectif : **soutenir les 27 États** membres de l'UE dans leur lutte contre la grande **criminalité internationale** et le **terrorisme**
- Effectifs : environ **1 400 agents** (dont ~220 officiers de liaison et ~100 analystes)
- Budget : **178 millions d'euros** (2021)
- Directrice : **Catherine De Bolle** (depuis 2018, première femme à ce poste)

HISTOIRE & ÉVOLUTION

- 1976 : créé à partir du **groupe TREVI** (coopération policière européenne)
- 1992 : Traité de Maastricht prévoit un **Office européen de police**.
- 1993 : **première unité Europol** (spécialisée drogues)
- 1999 : Europol devient opérationnel
- 2010 : Devient une **agence officielle de l'UE**
- 2013 : Création du **Centre européen de lutte contre la cybercriminalité**
- 2016 : Lancement de **No More Ransom** (aide à récupérer les victimes leurs données sans payer) + création du **European Counter Terrorism Centre**
- 2022 : Le **Contrôleur européen de la protection des données** exige le nettoyage de données conservées trop longtemps / non triées, pour le respect de la vie privée.

ADAPTATION FACE AUX DÉFIS MODERNES

- Europol alerte sur la **montée d'une cybercriminalité** de plus en plus structurée : crime « as-a-service », fraudes en ligne, ransomwares, exploitation de mineurs, usurpations d'identité, etc.
- Le crime organisé devient plus numérique, ce qui exige des **outils modernes** (cyber-forensics, coordination internationale, suivi des flux numériques...)
- L'agence pousse les États membres à **adapter leurs lois** (accès aux données, coopération mondiale) pour suivre l'évolution des menaces.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS & LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

- Depuis **2025**, l'UE renforce le rôle d'Europol contre le **trafic de migrants** et la **traite humaine**.
- Création d'un nouveau centre spécialisé au sein d'Europol : **European Centre Against Migrant Smuggling** (ECAMS).
- En **2023**, Europol a soutenu plus de 220 opérations contre les réseaux criminels.
- L'agence a produit **plus de 1 200 rapports opérationnels** pour aider les autorités nationales dans leurs enquêtes.
- Le renforcement permettra à Europol :
 - d'améliorer le **partage d'informations**,
 - d'utiliser davantage de **données biométriques**,
 - d'envoyer des **experts à l'étranger** pour démanteler des réseaux transnationaux.

MISSION CENTRALE

- **Agence de coopération** : aide les États membres à coordonner leurs enquêtes quand les crimes dépassent les frontières.
- **Domaines d'action** : terrorisme, trafic de drogue, trafic d'armes, trafic de migrants, traite d'êtres humains, criminalité économique, cybercriminalité, etc.
- Europol fonctionne comme un **hub d'analyse et d'échange d'information** : quand plusieurs pays sont concernés, l'agence facilite le partage, la comparaison de données, la coordination d'enquêtes, ce qui augmente l'efficacité face au crime organisé complexe.

STRUCTURE & OUTILS SPECIALISES

- Pour s'adapter à la criminalité moderne Europol dispose de **centres spécialisés** :
 - **European Cybercrime Centre** dédié à la cybercriminalité, la fraude informatique, le dark web...
 - **European Counter Terrorism Centre** né après la série d'attaques terroristes qui a secoué l'Europe en 2015.
- Ces centres combinent expertise, médecine légale numérique, capacités de décryptage, analyses open source et soutien opérationnel.
- Publie régulièrement des évaluations des menaces qui servent à **anticiper les évolutions du crime**.



europol.europa.eu

COOPÉRATION EUROPÉENNE & INTERNATIONALE

- Plateforme centrale pour la **coordination des États membres** : facilite l'échange d'informations, l'analyse commune, le partage des alertes
- Europol permet des **opérations importantes** (ex : 2024, une opération coordonnée via l'initiative **EMPACT** a permis des arrestations massives, des saisies d'armes et de drogues, et le démantèlement de réseaux criminels)
- **Limites** :
 - L'efficacité de la coopération dépend de la **volonté des pays à partager leurs informations**, et à travailler ensemble.
 - Europol ne peut pas arrêter ou poursuivre directement : **elle dépend des États** membres pour agir.
 - Sur abondance d'informations : Europol n'a pas toujours les moyens de traiter correctement.
 - **Empiètement** d'Europol sur les domaines d'Interpol

IDENTITÉ

État islamique au Khorassan (abrégé en EI-K ou ISIS-K), Branche centrasiatique de Daech.

Organisation djihadiste, groupe terroriste avec une idéologie salafiste djihadiste.

- But : Imposer la Charia de manière stricte.
- Zone d'activité : Afghanistan, Pakistan avec des liens ou cellules dans plusieurs pays d'Asie centrale comme le Turkménistan et l'Ouzbékistan.
- Effectifs : entre 4000 et 6500 combattants.
- Drapeau et zone historique évoquée : drapeau de l'État islamique et le nom de "khorassan" fait référence à une ancienne région historique englobant des parties de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'Iran et de l'Asie centrale.

CHRONOLOGIE

Janvier 2015 -> création officielle de la "province khorassan" de l'État islamique

2015-2016 -> apogée de l'organisation : plus de 3 000 combattants, structure centralisée en Afghanistan et des tentatives d'extension.

2016-2017 -> élimination de son dirigeant initial : l'EI-K perd progressivement le contrôle stable de territoires.

2019 -> désintégration territoriale de Daech : repli d'EI-K dans les zones tribales à la frontière afghano-pakistanaise pour établir une nouvelle base.

2021 -> contexte d'effondrement du gouvernement afghan et retrait des troupes étrangères : reprise offensive pour l'organisation, accélération d'attaques en Afghanistan.

Jusqu'à aujourd'hui -> montée en puissance de sa capacité de projection internationale, revendications d'attentats dans plusieurs pays (notamment en Iran, Russie)

ETAT ISLAMIQUE AU KHORASSAN (EI-K)



CC : RightQuark

لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ



ENJEUX

→ Enjeux frontaliers critiques : ligne Durand (Afghanistan-Pakistan) : vulnérabilité de l'Asie centrale ex-soviétique, risque d'incidents transfrontaliers et d'escalades militaires

→ Enjeux humanitaires instrumentalisés : ciblage des minorités = risque d'épuration ethnique, flux de réfugiés vers l'Iran, le Pakistan, l'Asie centrale ; utilisation de la terreur pour contrôler les populations, dégradation de l'accès humanitaire international

→ Implications à long terme : instabilité structurelle de l'arc de crise (Pakistan-Afghanistan-Asie centrale), risque de régionalisation du conflit, nouvelle génération de djihadistes formés au combat, perspective d'une "guerre sans fin" contre le terrorisme en Asie

ADVERSAIRES/ALLIÉS

Principal adversaire de l'ISK (groupes armés ou pays) :

- Talibans afghans et les groupes affiliés aux talibans (groupe Haqqani)
- Al-Qaïda : rivalité pour leadership djihadiste dans la région
- Pays : USA (frappes) + coalition antiterroriste occidentale, Russie, Chine, Iran (préoccupations sécuritaires dans la région)

Alliés :

- État islamique
- Cellule djihadiste d'Asie centrale
- Aucun soutien étatique.

MENACES

Déstabilisation de la région : Afghanistan post-retrait occidental, Asie centrale, Frontière afghano-pakistanaise.

Menace terroriste transnationale : capacité à frapper cible occidentale, cible minorités religieuses (chiites, Hazaras), menace contre intérêt humanitaire

Implications pour les grandes puissances : Chine (menace sur le Xinjiang), Russie (déstabilisation possible du front sud), Iran (menace sectaire et attaque anti-chiite).

IMPACTS

Recomposition du paysage sécuritaire régional : émergence d'un nouveau front djihadiste post-retrait américain, redéfinition des alliances et des priorités sécuritaires, affaiblissement de la légitimité talibane

Implications économiques : obstacle majeur aux investissements régionaux, blocage des projets énergétiques, coûts militaires et sécuritaires pour les États voisins, gel de l'aide internationale à l'Afghanistan

Effet domino : inspiration pour d'autres groupes djihadistes régionaux, création de sanctuaires terroristes en zones non contrôlées, risque de réapparition après affaiblissement temporaire



THE BASE

ANATOMIE D'UN RÉSEAU NÉONAZI TRANSNATIONAL

Organisation suprémaciste blanche s'inscrivant dans un mouvement néonazi et accélérationniste gagnant de l'importance aux États-Unis et à travers le monde. The Base compterait environ une centaine de membres actifs et vise à instaurer via le chaos un « white ethnostate ».

2018



Création aux États-Unis par Rinaldo Nazzaro. Le groupe adopte l'accélérationnisme (idée que des actes violents doivent provoquer l'effondrement de l'ordre démocratique pour permettre un « white ethnostate »).

2025 - JUILLET



Une branche ukrainienne présumée du groupe (nommée "White PhoeniX"), revendique l'assassinat d'un colonel des services de sécurité ukrainiens.

→ Escalade dans la violence du groupe sur le territoire ukrainien.

2019

Lancement d'une campagne antisémite baptisée « Operation Kristallnacht » : vandalisme de synagogues à Racine (Wisconsin) et Hancock (Michigan), peintures de croix gammées et slogans antisémites.

2024 - SEPTEMBRE



Arrestations de membres présumés de The Base aux Pays-Bas (3 suspects, dont un mineur), et en Italie (un jeune de 18 ans et un autre de 20 ans), pour incitation au terrorisme, diffusion de propagande néonazie et liens présumés avec un réseau d'extrême droite prorusse.

2020 - JANVIER

Arrestation de 3 membres de The Base accusés de planifier un attentat en marge d'un rassemblement pour le port d'arme, en Virginie, pour déclencher un conflit racial.

2024 - JUILLET



L'UE inscrit The Base sur sa liste des organisations terroristes, ce qui entraîne le gel de ses avoirs dans l'UE et l'interdiction de tout soutien financier.

2021

Le groupe est officiellement classé comme organisation terroriste dans plusieurs pays. Parmi eux : Canada, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande.

2023 - NOVEMBRE

L'opération policière coordonnée par Europol et Eurojust dans 6 pays européens conduit à l'arrestation de 5 suspects liés à The Base. Les policiers saisissent armes, matériels nazis et données informatiques.

ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Depuis la réélection de D. Trump, The Base profite du recentrage des services américains sur l'ultra-gauche pour se renforcer et relancer son recrutement. Le groupe a ouvert une antenne en Ukraine en mars 2025, et diffuse la propagande russe et suprémaciste blanche. Il sabote également du matériel ukrainien et appelle à l'assassinat de hauts responsables. Ainsi, The Base est pris très au sérieux par les renseignements ukrainiens et européens.

